

## LIVRES

## La ruche

Un essai stimulant pour penser une « société de la connaissance » déjà bien présente

Pourquoi les idées politiques sont-elles devenues si rares (en tout cas à gauche) ? A cette question initiale, en forme d'hameçon jeté dans l'air du temps, l'ouvrage se garde, prudemment, de répondre. Ce n'est pas qu'il soit avare de pistes de réflexion ; celles-ci au contraire foisonnent. Mais, de cette « panne » d'idées, l'auteur, professeur de sciences économiques à l'université de Compiègne dans l'Oise, entend bien faire son miel. Proche des Verts, Yann Moulouier Boutang a écrit notamment *Louis Althusser, une biographie* (t. 1, Grasset 1992). Depuis plusieurs années, ses recherches l'ont conduit à étudier les transformations de l'économie, à l'heure de la globalisation, que synthétise l'appellation de « capitalisme cognitif ».

Si, pour M. Moulouier Boutang, il est nécessaire pour la gauche d'« aller plus loin que la critique du néolibéralisme et de la financiarisation », c'est que nous sommes entrés dans un « troisième capitalisme ». Le premier était le capitalisme marchand esclavagiste ; le deuxième naît avec la révolution industrielle, entre 1750 et 1820. Le capitalisme cognitif, que l'auteur présente comme une « hypothèse de travail », est un système économique dans lequel « la connaissance devient la ressource principale de la valeur ».

Trois aspects le caractérisent. D'abord, sa formidable capacité d'adaptation. Le capitalisme ne se définit pas par le seul marché ; il est un mode de régulation, « qui laisse une place aux libérations, qui tire sa substance des poussées libératrices », affirme M. Moulouier Boutang. Un système doté d'une formidable « libido », capable de récupérer, ou de

digérer, sa propre contestation.

Deuxièmement, la grande transformation se traduit par un « développement sans précédent de la biopolitique » ; biopolitique et biopouvoir sont entrés désormais dans un nouveau rapport, où la production s'opère avec du vivant, pour faire du vivant. Où le « travail mental » supplante le travail « classique », au sens où l'entendait Adam Smith.

Troisième aspect, enfin : la mesure du temps de travail n'a plus de sens. Dans une économie dominée par l'immatériel, la connaissance, c'est-à-dire le « travail vivant », remplace « le muscle consommé dans les machines » ; le salariat est en crise.

Cette nouvelle donne, l'auteur l'appelle la « société pollen ». C'est une société de diffusion du

#### LE CAPITALISME COGNITIF La Nouvelle Grande Transformation

Yann Moulouier Boutang

(Editions Amsterdam, 245 p., 10 €)

savoir, où les « externalités » fécondantes sont plus importantes que la sphère strictement marchande ; où la « captation de la coopération des cerveaux » devient un enjeu majeur ; où chacun devient un « intermittent » de « l'activité collective cérébrale ».

On rétorquera que les « abeilles productives humaines » que nous sommes ne se satisfont sans doute pas de n'être que des synapses d'un cerveau global, ou réduites à « du temps de cerveau disponible ». L'auteur, qui affirme détester les « passions tristes », décrit néanmoins un avenir possible, dont il ne faut pas sous-estimer, aussi, la fertilité. ■

PHILIPPE ARNAUD

# Cycle de Doha : il y a péril en la demeure !

Un échec des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) priverait les pays en développement de revenus supplémentaires

## ÉRIC VERGNAUD

(presque 130 milliards aux pays à hauts revenus). Les objectifs du cycle de Doha sont plus modestes, mais le surcroît de revenu pour les pays en développement est tout de même estimé entre 20 et 48 milliards de dollars. Une disparition complète des droits de douane industriels dégagerait près de 100 milliards de dollars de revenus, dont près de 70 % pour les pays en développement – aujourd'hui les trois quarts des échanges de biens industriels sont le fait des Etats développés, mais 70 % des droits de douane sont versés par des pays en développement à d'autres pays en développement. Pour les services, les gains pourraient être cinq fois ceux dégagés par la

« La mondialisation appelle des changements, mais il convient de les faciliter et encore mieux de les anticiper, plutôt que de les subir par une attitude résignée ou pire, négative »

libéralisation du commerce de marchandises, les pays en développement étant les premiers bénéficiaires compte tenu de leur part croissante dans les exportations de services.

Plus généralement, un échec de Doha serait le signe de l'incapacité à agir collectivement et à mettre en place un cadre de commerce international structuré par des règles efficaces et acceptées par tous. Certes, la libéralisation de l'agriculture pose des problèmes autant politiques qu'économiques et les objectifs du cycle de Doha sont très ambitieux, en conjuguant libéralisation des échanges et développement. De plus, à l'harmonisation tarifaire, s'est ajouté un objectif d'intégration réglementaire, dans les domaines

des services, de la propriété intellectuelle, de la facilitation des échanges, thèmes tout particulièrement sensibles aux pays en développement. Il serait souhaitable que ceux-ci soient mieux intégrés dans les instances multilatérales, ce qui devrait les inciter à aller au-delà de leur capacité, bien réelle, de blocage. L'adoption de la majorité simple ou qualifiée à la place de la recherche systématique du consensus accélérerait le processus de décision au sein de l'OMC. Il faudrait également renforcer les noyaux durs pour des négociations portant sur certains produits ou secteurs en revenant aux accords plurilatéraux abandonnés lors de l'Uruguay Round.

Toutefois, les difficultés rencontrées par le cycle de Doha sont largement liées aux craintes suscitées par la mondialisation, d'ailleurs plus fréquemment au sein des pays développés que des pays émergents, qui, pourtant, affichent un bilan désormais largement positif dans les domaines économiques et sociaux. Or ces succès n'ont pas été suffisamment mis en avant et à l'inverse la mondialisation a trop souvent servi de bouc émissaire commode. Certes, elle appelle des changements, mais il convient de les faciliter et encore mieux de les anticiper, plutôt que de les subir par une attitude résignée ou pire, négative.

Toutefois, gardons à l'esprit que la libéralisation des échanges est une condition nécessaire mais non suffisante du développement économique. Il faut également vouloir et savoir mettre en place les politiques qui permettront de tirer tous les avantages d'une ouverture du commerce international. Dans les pays en développement, les obstacles à la croissance sont également à chercher dans des infrastructures insuffisamment développées et modernes et dans les comportements institutionnels ; en Europe, la principale menace est la lenteur avec laquelle sont mises en œuvre les réformes structurelles des marchés des biens et des services et du travail prévues dans l'Agenda de Lisbonne. ■

Eric Vergnaud est responsable des études économiques sur les pays de l'Organisation de coopération et le développement économiques (OCDE) chez BNP Paribas.

## PARUTIONS

### LA FACE CACHÉE DE NOTRE ALIMENTATION,

de Karine Sabatier-Maccagni

et Loïc Hamon. Illustrations

d'Emmanuelle Gac et Erwan Façès

Après avoir exploré « la face cachée

de nos vêtements », en 2006, Timeo,

le jeune héros de ce nouvel ouvrage

de la série « Les pieds dans le

plat », continue sa quête de sens en

s'interrogeant sur l'origine de la

nourriture et sur le sort du 1,3

milliard de paysans dans le monde.

Son voyage l'emmène des producteurs

de lait et de camembert normands

jusqu'aux éleveurs du Burkina-Faso.

Les premiers sont de moins en moins nombreux,

productivité oblige, et ne survivent

que grâce à des subventions. Les seconds

ne peuvent développer leur production,

concurrencée par les importations de lait en

poudre à bas prix. La planète pourrait

nourrir 12 milliards de personnes, mais

plus de 850 millions de ses habitants

souffrent de la faim. Et « la quasi-totalité

des 185 millions d'enfants sous-alimentés

dans le monde sont des enfants d'agriculteurs

et d'éleveurs ». Le livre propose des

pistes pour passer à l'action, notamment

en changeant de mode de consommation.

(Ed. Elka, 76 p., 11,50 €). A. DE T.

l'insertion professionnelle de personnes en difficulté : jeunes, handicapés, personnes issues de l'immigration, etc. Chacun d'entre eux, de l'ANPE aux entreprises d'insertion, est présenté sous forme de fiches pratiques. Une seconde partie expose les étapes du montage d'un partenariat avec ces acteurs, et les annexes les dispositifs que l'on peut actionner.

(75 p., gratuit, disponible auprès du Medef et d'IMS). A.R.

### LE BOOK EXECUTIVE EDUCATION

#### Guide de la formation continue dans les grandes écoles et universités

Cet ouvrage présente, sous forme de fiches, l'offre de formation continue de 50 établissements d'enseignement supérieur français, et les contacts nécessaires. Il expose les outils et les réglementations de la formation continue.

(Ed. Hobsons France, 164 p., 44 €). A. R.

### « LA GAUCHE PEUT-ELLE ENCORE CHANGER LA SOCIÉTÉ ? », dossier

du numéro 50 de la revue belge

Politiques

Plus de 60 contributeurs (belges et

étrangers) à ce numéro spécial

d'une revue qui fête à la fois son 50<sup>e</sup>

numéro et son dixième anniversaire.

A la question d'actualité – la

gauche peut-elle encore changer la

société ? –, des réponses à la fois

politiques, sociologiques et écono-

miques. Une lecture qui ouvre le

débat comme il est de tradition

avec cette revue progressiste.

Pour se procurer en librairie ou sur

abonnement la revue : www.politi-

que.eu.org. M.-B. B.

# L'immigration est un pari gagnant-gagnant pour l'Europe

Les travailleurs peu qualifiés occupent non seulement des emplois délaissés par les Occidentaux, mais ils contribuent aussi à la croissance économique

## PHILIPPE LEGRAIN

Il est temps que les dirigeants européens admettent publiquement qu'il n'est pas possible de rendre les frontières imperméables. Malgré les tentatives pour transformer l'Europe en forteresse, chaque année, plus d'un million d'étrangers parvient à s'y installer illégalement ; les dommages collatéraux sont énormes. Hormis une crise humanitaire – des milliers de personnes ne noient chaque année en essayant de rejoindre l'Europe –, le contrôle des frontières et la bureaucratie qui va avec sont de plus en plus coûteux, le trafic des êtres humains et l'économie souterraine sont florissants. Il faut ajouter à cela une méfiance croissante envers les hommes politiques incapables de tenir leur engagement d'arrêter l'immigration, l'image dégradée des immigrés devant l'opinion publique qui les considère comme des délinquants, et le mauvais traitement des réfugiés pour dissuader les immigrés pour raison économique d'utiliser le droit d'asile.

Ces problèmes ne sont pas dus aux immigrés, mais à la quasi-interdiction de l'immigration. Elle est non seulement coûteuse et cruelle, mais aussi inefficace et contre-productive. Loin de nous protéger, elle sape la législation et provoque des désordres. Une attitude pragmatique consisterait à légaliser et à réguler l'immigration. Les immigrés ne sont pas les soldats d'une armée d'occupation, ce sont surtout des gens à la recherche d'une vie meilleure, attirés en Europe par la grosse demande en travailleurs disposés à occuper des emplois peu qualifiés dont notre société vieillissante et riche a besoin, mais que nos concitoyens, aisés et de mieux en mieux éduqués, ne veulent pas pour eux-mêmes.

Beaucoup de services ne peuvent être automatisés ou délocalisés – on ne peut pas s'occu-

per d'une personne âgée depuis l'étranger et de plus en plus de gens préfèrent déléguer à d'autres des tâches pour se consacrer davantage à leur profession ou aux loisirs. En Europe occidentale, plus du quart des emplois sont peu qualifiés. Et les Européens sans grande qualification sont de plus en plus nombreux à se détourner des emplois dangereux, difficiles ou salissants. L'immigration est le seul moyen de concilier notre aspiration à une vie décente pour tous avec la réalité d'un travail ingrat pour certains. Prenons comme exemple l'assistance aux personnes âgées, le secteur qui connaît la croissance la plus rapide en Europe. Comme les jeunes Européens préfèrent travailler dans un magasin que dans une maison de retraite, il faudrait une hausse importante des salaires pour les attirer dans ce secteur. Etant donné les contraintes budgétaires, cela supposerait soit moins d'assistance aux pensionnaires de ces établissements, soit une diminution du financement dans un autre secteur, soit une hausse d'impôt. Pour les immigrés, la situation est différente, car le niveau des salaires à Bruxelles ne se compare pas avec celui de Manille. Aussi, la plupart des immigrés philippins se satisfont pleinement de ce type d'emploi. Ce n'est pas de l'exploitation, car tout le monde – les immigrés, les contribuables et les Européens jeunes et vieux – y trouvent leur compte. Cela ne pousse pas non plus les salaires à la baisse, puisque la plupart des Européens ne veulent pas de ces emplois. Et cela ne porte pas atteinte aux droits sociaux, puisque les immigrés qui sont en règle peuvent être défendus par les syndicats ou avoir recours à la justice.

De la même manière qu'il est gagnant-gagnant d'importer des ordinateurs de Chine, des services informatiques de l'Inde et des services bancaires des Etats-Unis, il peut être mutuellement avantageux d'importer des assistants de vie des Philippines, des balayeurs du Congo et des serveuses du Brésil. Les responsables politiques favorables à la libre circulation des produits et des services de haute technologie, mais qui n'en veulent pas pour les travailleurs peu qualifiés, sont non seulement des hypocrites, mais aussi des analphabètes économiques. De même, les immigrés n'occupent pas simplement des emplois, ils en créent aussi, car étant eux-mêmes des consommateurs, ils contribuent à accroître la demande de biens et de services. L'Espagne a admis plus d'immigrés que tout autre pays européen, pourtant son taux de chômage continue à baisser. Les responsables politiques devraient avoir le courage de mettre fin à un combat qu'ils ne peuvent gagner. Si l'ouverture des frontières n'est pas réalisable politiquement aujourd'hui, ils devraient au moins créer une procédure légale pour permettre aux habitants des pays en développement de venir travailler. Certes, il pourrait y avoir des problèmes, apprendre à vivre ensemble peut être difficile, néanmoins l'Europe bénéficierait d'un regain de dynamisme cosmopolite en considérant l'immigration comme une chance et non comme une menace. ■

Philippe Legrain est l'auteur d'un livre intitulé *Immigrants : Your Country Needs Them (Votre pays a besoin des immigrés)*. mail@philippelegrain.com  
© Project Syndicate/Europe's World, 2007.  
www.project-syndicate.org  
Traduit de l'anglais par Patrice Horovitz.